



## La plus grave catastrophe industrielle de l'histoire

**Quand :** 3 décembre 1984

**Où :** Dans la ville indienne de Bhopal, capitale de l'État du Madhya Pradesh. Un nuage de gaz particulièrement dense s'est étendu sur les bidonvilles situés au sud de l'usine, sur une superficie de 41 km<sup>2</sup>.

**Comment :** 40 tonnes d'isocyanate de méthyle (MIC), un produit chimique 500 fois plus toxique que le cyanure d'hydrogène, se sont échappées d'une usine de pesticides majoritairement détenue et exploitée par Union Carbide Corporation, une multinationale américaine aujourd'hui propriété de Dow Chemical.

**Pourquoi :** La conception de l'usine Union Carbide en Inde différait considérablement de celle de son équivalent aux États-Unis : elle comportait bien moins de dispositifs de sécurité et utilisait des matériaux de construction de qualité inférieure (afin de réduire les coûts d'investissement de 30 %). La société avait lancé une campagne mondiale de réduction des coûts en 1980, l'année où l'usine de MIC a été mise en service. Dans ce cadre, des systèmes de sécurité essentiels ont été désactivés, près de la moitié des employés – en particulier ceux qui dénonçaient la dégradation des conditions de santé au travail – ont été licenciés, et les avertissements des propres audits de sécurité de l'entreprise ont été ignorés.

**Quoi :** Le MIC a pénétré dans le sang des personnes qui l'ont inhalé, provoquant des lésions aux yeux, aux poumons, au cerveau, ainsi que dans les systèmes immunitaire, reproducteur, musculosquelettique et à d'autres fonctions corporelles, sans oublier les atteintes à la santé mentale.

- 8 000 personnes sont mortes dans les trois premiers jours. Au total, plus de 22 000 personnes ont perdu la vie à cause de leur exposition au MIC cette nuit-là. Des décès liés à cette exposition ont encore lieu aujourd'hui.

- Plus d'un demi-million de personnes ont été mutilées à vie et vivent encore, 40 ans plus tard, avec les conséquences de leur exposition au gaz : problèmes de santé chroniques, malformations congénitales sur trois générations, pertes économiques durables, contamination persistante des eaux souterraines.

## **BHOPAL AUJOURD'HUI :**

### **Les responsables**

Bien qu'inculpée d'homicide involontaire et d'autres infractions graves, Union Carbide continue de se soustraire à la justice indienne. Elle appartient aujourd'hui à Dow Chemical, une autre multinationale américaine.

En usant de son influence politique — notamment celle d'Henry Kissinger — Union Carbide a réussi à faire accepter au gouvernement indien un accord dont la moitié était couverte par son assurance, ne coûtant à la société que 43 cents par action.

Le président de la société, qui avait personnellement validé la conception dangereuse de l'usine de MIC à Bhopal, s'est enfui sous caution et est mort en toute liberté dans une ville balnéaire des États-Unis.

Aucun des huit dirigeants de la filiale indienne d'UCC n'a passé une seule minute en prison depuis 1984, et la filiale asiatique d'UCC s'est désenregistrée pour renaître sous la forme de deux sociétés distinctes, échappant ainsi à toute responsabilité pénale.

Après avoir ignoré six convocations des tribunaux indiens, les survivants de Bhopal ont réussi à mobiliser douze membres du Congrès américain pour faire pression sur le Département de la Justice des États-Unis et sur Dow Chemical. En octobre 2023, un représentant de Dow Chemical s'est enfin présenté devant un tribunal de Bhopal après deux décennies d'évitement. Malgré cela, l'entreprise soutient que le tribunal n'a pas compétence en la matière et qu'elle n'a aucune obligation de financer le nettoyage de Bhopal.

## **Les victimes et les survivants**

Plus de 22.000 personnes sont mortes dans les années qui ont suivi la catastrophe, et parmi les personnes fortement exposées, les taux de mortalité restent supérieurs de 26 % par rapport à une population témoin.

Plus de 150.000 personnes continuent de lutter contre des maladies chroniques causées par l'exposition toxique de décembre 1984.

La majorité des personnes touchées n'ont pas pu reprendre leur activité professionnelle habituelle, et des dizaines de milliers de familles restent sous-alimentées et affamées.

Les taux de cancers, de tuberculose et de maladies rénales mortelles restent bien plus élevés chez les victimes du gaz que la moyenne nationale.

Des dizaines de milliers d'enfants nés de parents exposés au gaz souffrent de troubles du développement physique et mental, ainsi que de malformations congénitales, à des taux bien plus élevés que dans une population témoin.

93% des survivants de la catastrophe n'ont reçu que 500 dollars en compensation pour les blessures personnelles ; les familles des personnes décédées ont reçu 2 000 dollars par décès.

Les chiffres réels des décès et de l'ampleur des atteintes à la santé ont été minimisés par les agences gouvernementales, afin d'ajuster l'évaluation des dommages à l'accord dérisoire proposé par Union Carbide.

## **Le désastre environnemental**

Indépendamment de l'accident de 1984, en raison de l'élimination imprudente par Union Carbide de déchets toxiques dans l'enceinte de l'usine depuis 1969, du pompage de déchets dangereux dans des bassins mal conçus à partir de 1977, ainsi que du déversement inconsidéré des boues toxiques de ces bassins à l'extérieur de l'usine en 1996, une catastrophe environnementale se poursuit dans la ville en raison de la contamination des nappes phréatiques.

Selon les archives de la Cour Suprême de l'Inde, près de 100.000 résidents de 48 communautés situées dans un rayon de 5 km de l'usine sont actuellement touchés par la contamination des nappes phréatiques.

Les analyses des nappes phréatiques effectuées par des agences scientifiques officielles ont révélé la présence de produits chimiques toxiques, de pesticides et de métaux lourds, connus pour s'accumuler dans les corps des personnes exposées et pour causer des dommages au cerveau, aux poumons, au foie, aux reins et à l'ADN.

### **Politique internationale**

Il existe des preuves documentées qui montrent l'implication active du Secrétaire d'État américain et conseiller à la sécurité nationale Henry Kissinger dans l'obtention du financement et de l'approbation officielle de l'usine de MIC à Bhopal. Il existe également des preuves démontrant que l'un des associés de Kissinger a continué à faire pression pour obtenir l'impunité légale pour Dow Chemical.

Au cours des 40 dernières années, le gouvernement américain a abrité les fuyitifs du procès criminel lié à la catastrophe et a refusé de prêter attention aux préoccupations des survivants. Le gouvernement américain a continué de violer le Traité d'entraide judiciaire mutuelle avec l'Inde, protégeant Dow Chemical de toute convocation devant le tribunal de district de Bhopal, jusqu'en octobre 2023.

Les organisations internationales telles que l'ONU et l'OMS, qui se précipitent généralement pour apporter leur aide lors de catastrophes naturelles, n'ont guère levé le petit doigt dans le cadre de la catastrophe en cours à Bhopal. La Cour internationale de Justice a exprimé son incapacité à répondre aux questions juridiques et judiciaires.

### **Politique nationale**

Indépendamment du parti au pouvoir, on constate un lien constant et étroit entre le gouvernement indien et les entreprises responsables au cours des 40 dernières années. Les premiers ministres successifs ont justifié leur clémence envers Union Carbide en affirmant qu'une telle politique était nécessaire pour garantir la poursuite des investissements du capital américain en Inde.

Les partis politiques n'ont jamais accordé une attention sérieuse à la catastrophe en cours, et un gouvernement d'État dirigé par des communistes est allé jusqu'à accueillir l'investissement de Dow Chemical dans l'État, ignorant ses responsabilités liées à Bhopal.

## **Le combat des survivants**

Plusieurs organisations dirigées par des survivants luttent pour la justice et une vie digne (soins de santé appropriés, réhabilitation économique et sociale et conditions de vie sûres) depuis plus de quatre décennies.

Une majorité écrasante des activistes survivants sont des femmes, parmi les plus pauvres et celles les plus durement touchées par la catastrophe.

En guide d'action, les organisations de survivants ont généralement adopté une politique du « par tous les moyens nécessaires », et leurs méthodes de protestation ont inclus des grèves de la faim, y compris sans eau, des rassemblements, des marches de Bhopal à New Delhi, des Die-ins aux carrefours les plus fréquentés et devant le bureau du Premier ministre, ainsi que des pétitions légales devant différents tribunaux.

Parmi les principales victoires de la longue lutte des survivants de Bhopal, on note : l'annulation de l'immunité criminelle accordée à Union Carbide, l'affirmation réussie du droit aux intérêts accumulés sur le montant de l'indemnisation pour chaque demandeur, la reconnaissance judiciaire du droit des survivants de Bhopal à des soins de santé comme un droit constitutionnel fondamental, la pression sur le gouvernement indien pour qu'il demande l'extradition d'Anderson, la convocation judiciaire contre Dow Chemical, l'approvisionnement en eau potable pour 20.000 familles vivant dans des zones affectées par la contamination des nappes phréatiques, l'acceptation judiciaire d'une surveillance de l'extension de la contamination, et la restriction de l'extension des activités de Dow Chemical en Inde.

Des organisations et des individus de différentes régions du monde ont longtemps exprimé une solidarité active avec la lutte des survivants de Bhopal, jouant un rôle essentiel dans leurs succès. La Campagne internationale pour la justice à Bhopal est une association mondiale d'organisations actives dans les domaines de l'environnement et de la justice environnementale, des droits humains, des crimes d'entreprise et autres.

## **Se mobiliser pour le 40ème anniversaire**

Le 3 décembre 2024 a marqué le 40ème anniversaire du pire crime industriel de l'histoire. Au cours de ces 40 années, des milliers de communautés et des

millions de vies ont été victimes de sociétés criminelles, qui continuent d'augmenter leurs profits et d'étendre leurs activités.

Nous appelons toutes les victimes de crimes industriels, les étudiants et le corps professoral des universités, les activistes environnementaux et tous les citoyens du monde préoccupés par l'injustice environnementale à se mobiliser.

Organisez une manifestation, des actions directes, des veillées aux chandelles, des symposiums, des conférences publiques ou des projections de films pour commémorer le 40ème anniversaire. Soutenez les revendications des survivants de Bhopal et appelez vos représentants élus (locaux et fédéraux) à adopter une résolution reconnaissant le 40ème anniversaire, réaffirmant les revendications des survivants de Bhopal, et à désigner le 3 décembre comme "Journée de la sensibilisation aux catastrophes chimiques".

Plus important encore, intégrez la lutte pour la justice à Bhopal dans la lutte de votre propre communauté. Ensemble, nous devons veiller à ce que les crimes d'entreprise ne restent plus impunis et que les gens ne soient plus sacrifiés pour les profits des entreprises.

## **Nos demandes pour le 40ème anniversaire**

**Nettoyage** : Le gouvernement indien doit garantir une évaluation scientifique complète de la profondeur, de l'étendue et de la nature de la contamination des sols et des nappes phréatiques dans et autour de l'usine abandonnée. Dow Chemical doit financer le nettoyage des sols et des nappes phréatiques selon les normes internationales. Le gouvernement de l'État du Madhya Pradesh doit cesser de dissimuler la contamination en construisant un mémorial de la catastrophe sur les terres contaminées.

**Compensation** : Dow Chemical doit verser au moins 8.000 dollars américains à chaque survivant de Bhopal à titre de compensation supplémentaire, comme cela a été demandé devant la Cour suprême de l'Inde. Le gouvernement indien doit contraindre Dow Chemical à payer une compensation pour les dommages à la santé et à l'environnement causés par la contamination des sols et des nappes phréatiques.

**Jugement pénal** : Le gouvernement américain doit cesser d'entraver la poursuite pénale de Dow Chemical.

**Soins de santé et recherche :** Le gouvernement indien doit s'assurer que des protocoles de traitement standardisés sont développés pour les maladies chroniques liées à l'exposition au gaz. Le gouvernement indien doit établir un registre pour tous les décès, naissances et malformations congénitales dans les familles exposées au gaz. Le gouvernement indien doit garantir que le NIREH (Institut national de recherche sur la santé environnementale) tienne ses engagements envers les survivants de Bhopal en générant des informations scientifiques sur les dommages sanitaires à long terme causés par la catastrophe du gaz et les moyens les plus efficaces de les atténuer. Le gouvernement de l'État du Madhya Pradesh doit s'assurer que des soins médicaux gratuits sont disponibles pour les habitants ayant bu de l'eau souterraine contaminée pendant six mois ou plus.

**Réhabilitation :** Le gouvernement indien et celui de l'État du Madhya Pradesh doivent garantir qu'une pension mensuelle de 3.000 Rs soit versée à toutes les femmes devenues veuves à la suite de la catastrophe et à toutes celles privées de moyens de subsistance en raison de l'exposition au gaz.

**Pour plus d'informations :** [www.bhopal.net](http://www.bhopal.net)

**Contact :** [coordinator@bhopal.net](mailto:coordinator@bhopal.net)  
Rachna Dhingra : [rachnya@gmail.com](mailto:rachnya@gmail.com)  
WhatsApp. +91 9826167369